

une seule fois en cinquante ans : soit entre les années 55 et 65, qui ont englobé les six années de régime conservateur sous M. Diefenbaker. Après 1965, ce chiffre a repris à nouveau sa progression sous un autre gouvernement libéral.

Donc, pendant presque cinquante ans, le parti de la Réciprocité, le parti de Sheila Copps et de Lloyd Axworthy, ne s'est aucunement préoccupé de cette concentration croissante de notre dépendance commerciale à l'égard des États-Unis. Je ne les blâme pas non plus nécessairement pour un tel état de choses. La plupart des experts diront qu'il était inévitable. Et nous savons tous que la «Troisième Option» a été un échec lamentable dans les années 70. Comme le mentionnait l'étude du GATT publiée la semaine dernière, les États-Unis jouent un rôle géographique naturel en tant que principal partenaire commercial du Canada.

Mais je les blâme pour leur refus obstiné d'accepter leurs responsabilités, d'abord en tant que gouvernement et maintenant en tant qu'opposition, de rechercher des arrangements qui transforment cette situation en avantage plutôt qu'en désavantage. Et voilà, mesdames et messieurs, ce qu'est essentiellement l'ALE. Le gouvernement de Brian Mulroney n'a pas créé la relation commerciale canado-américaine. En fait, depuis 1985, la relation a légèrement régressé comme proportion de notre commerce mondial<sup>1</sup>. Mais le gouvernement de Brian Mulroney a eu le courage de prendre le taureau par les cornes et d'obtenir pour le Canada un arrangement commercial unique avec la plus grande économie nationale du monde, un arrangement qui donne déjà à nos travailleurs et à nos sociétés l'avantage concurrentiel et la base élargie dont ils ont besoin pour se lancer à l'assaut des marchés du monde.

À mon ami Bob White, je dis que l'ALE n'est pas le programme des gens d'affaires, comme il aime tant le répéter. C'est le programme du Canada. Les emplois qu'il crée sont destinés aux travailleurs canadiens; les investissements qu'il génère sont destinés aux collectivités canadiennes; la compétitivité qu'il favorise dans l'entreprise canadienne est ce qui financera notre grand filet de sécurité sociale, longtemps après que nous aurons tous deux disparu. Je le félicite pour son élection la semaine dernière, et je l'invite à ne pas permettre que le programme doctrinaire du NPD vienne empiéter sur l'intérêt à long terme des travailleurs canadiens qu'il représente.

Si le pays avait écouté le prédécesseur de M. Bob White aux Travailleurs unis de l'automobile en 1965, nous n'aurions pas aujourd'hui le Pacte de l'automobile qui nous a si bien servi et

---

<sup>1</sup> 74,7 % en 1985 contre 70,0 % en 1990, selon les statistiques douanières.